

Aboudjerra Soltani fera-t-il exploser l'Alliance ?

Par Mohamed Benchicou

Dans les bons comme dans les mauvais polars, la guerre des gangs est toujours l'épisode ultime par lequel meurt le pouvoir du parrain agonisant. La «famille» se déchire inexorablement, mue par une irrésistible confrontation entre impatients et présomptueux, entre arrivistes et prétentieux. Les mauvais fils.

Ceux qui ne canalisent pas leurs ambitions, les bad boys détestables qui ne respectent pas la prééminence de l'héritier. Encouragés par l'absence d'une vraie autorité, ils se jettent, sans pudeur, sur le bout de gras. Chez nous, on dit qu'à Batna trois personnes, dont un policier, ont été blessées dans des affrontements entre militants du Front de libération nationale (FLN) devant le siège de l'ex-mouhafada de Batna. Mais l'anti-Alpacino véritable, le vrai bad boy, s'appelle Aboudjerra Soltani. Un lieutenant recueilli par la famille pour les besoins de la politique-spectacle et qui a osé revendiquer un droit de succession. Soltani, le mauvais fils, désormais à bannir. A neutraliser. A abattre. Lui qui bénéficiait des avantages et de la considération de la famille, celui qu'on a associé à tous les gouvernements depuis 1997, qu'on a introduit dans le palais, promu membre de l'Alliance aux côtés des fils légataires, eh bien, lui, il a osé outrager le Godfather : «Les hommes politiques doivent prendre leur retraite à 70 ans»... Il a commencé à montrer ses longues dents en 2009 déjà, rêvant tout haut du poste de Premier ministre. «Je ne fuirai pas mes responsabilités. Je



Aboudjerra Soltani.

Photo : Samir Sid

dirai oui si le Président Bouteflika me le demande», a-t-il laissé tomber, le 27 juillet, devant l'université d'été des jeunes militants de son parti, à Birkhadem. Le chef de l'Etat ne l'a pas contacté, mais qu'à cela ne tienne. Un mois plus tard, le 29 août 2009, Aboudjerra Soltani révèle au quotidien *Asharq el-Awsat* qu'il s'était fixé comme objectif la conquête du pouvoir en 2012. «Vous savez, cette année-là (2012 Ndlr) coïncidera avec le 50^e anniversaire de l'Indépendance du pays. Nous avons toujours prédit qu'il nous faut au moins un demi-siècle afin que le flambeau de la génération qui a libéré le pays transmette le pouvoir à la génération de l'Indépendance. Nous avons coché cette date parce qu'elle coïncide avec le 50^e anniversaire de l'indépendance du pays. Et nous représentons

justement cette génération et ses préoccupations futures.» Bien entendu, Soltani ne veut pas d'une démocratie qui le pousse dehors. L'Assemblée constituante ? «Nous sommes contre cette idée. Nous ne voulons pas retourner à 1963. Nous ne voulons pas ruiner les acquis des Algériens et retourner cinquante ans en arrière. Nous voulons avancer et non pas reculer. Nous ne voulons pas hériter des désaccords survenus entre les compagnons d'armes après l'indépendance.» Pas folle, la guêpe ! Il franchit la ligne rouge en formulant un discours opposé à celui de la «famille». Belkhadem et Ouyahia sont pour un statu quo, un «changement dans la continuité» ? Alors, lui, Soltani, dira l'inverse : «Il est temps de procéder à des changements profonds et vastes. Des changements

qui doivent être à la hauteur des aspirations du peuple algérien. Des changements d'une Algérie qui se prépare à fêter le cinquantenaire de son indépendance en 2012. Il est inconcevable que l'Algérie fête ses cinquante ans d'indépendance avec la même mentalité, la même politique et les mêmes têtes.» (*L'Expression* du 22 mars) Belkhadem et Ouyahia sont pour l'interdiction des marches dans la capitale ? Lui : «Nous sommes pour l'autorisation des marches pacifiques à Alger à condition qu'il y ait des engagements de la part des partis politiques qui souhaitent marcher.» Belkhadem et Ouyahia sont contre l'agrément de nouveaux partis politiques ? Lui : «Nous soutenons les libertés. L'agrément de nouveaux partis doit être soumis à deux conditions. On ne revient pas à la tragédie nationale. C'est une ligne rouge. La seconde condition est de respecter la Constitution et les lois de la République, ne pas menacer l'unité nationale et garantir une valeur ajoutée pour le pays.» Et pour mieux irriter, il clame, le front haut, que «les réformes politiques indispensables en Algérie doivent être portées par d'autres personnalités que celles qui sont actuellement au pouvoir». Soltani, en plus d'être la preuve vivante de la nature mafieuse de notre régime, est également l'incarnation de l'opportunisme qui en est la mie.

Comment un parti qui a voté, en 2008, l'amendement de l'article 74 de la Constitution en vient-il à revendiquer aujourd'hui une nouvelle loi fondamentale où le président de la République est rééligible une seule fois ? «Je ne

vois aucune contradiction. En 2004, nous avons choisi de nous allier au chef de l'Etat pour lui permettre d'achever ses objectifs, notamment celui de passer de la concorde civile à la réconciliation nationale. En 2009, la situation sécuritaire et politique en Algérie nous a imposé le besoin d'accorder au Président Bouteflika un autre mandat. Nous l'avons fait dans l'intérêt de la nation. Il est dans l'intérêt national, aujourd'hui, de revenir à la situation ordinaire visant l'alternance au pouvoir. Cela nécessite une révision globale de la Constitution limitant le mandat présidentiel.» Alors, «Qu'il s'en aille», a décrété Ahmed. Le mauvais fils n'est plus indispensable : «Même avec le retrait du MSP, nous avons une majorité au sein de l'Assemblée nationale populaire. Avec les 137 députés du FLN et les 62 autres du RND, nous sommes à 199 députés, nous sommes, donc, majoritaires.»

Mais comme dans tous les mauvais polars, le bad boy se rebiffe : Soltani n'écarte pas l'éventualité de faire implorer la coalition présidentielle. «Notre avenir dans cette coalition sera tranché en juillet prochain, à l'occasion de la réunion du conseil consultatif (majliss echoura). Nous appliquerons à la lettre les décisions qui sanctionneront cette réunion. Si les participants jugent utile de nous retirer de l'Alliance, nous le ferons, s'ils décident le contraire, nous appliquerons également.» (*L'Expression* publiée le 22 mars 2011).

Ainsi se terminent les régimes sans morale : en nous léguant les monstres qu'ils ont enfantés.

M. B.

PIÈCES DE RECHANGE UTILISÉES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Moins de 1% sont produites localement

Le secteur de l'énergie est grand consommateur de pièces de rechange. A elle seule, Sonatrach importe annuellement 500 000 articles de pièces de rechange. Seulement 0,5 à 1% de ces pièces sont produites localement. Pour réduire la facture des importations, un appel du pied est lancé aux industriels nationaux.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Sonatrach consacre une enveloppe moyenne de 20 millions de dollars pour deux ans de fourniture de pièces de rechange pour chaque projet de développement et utilise plus de 4 400 machines et équipements.

Le ministre de l'Energie et des Mines avertissait, dimanche,

que la tendance n'allait pas vers la baisse de la facture, au contraire, dit-il, «la facture des importations est très élevée et risque de s'alourdir avec l'extension constante des activités du secteur des hydrocarbures, en l'absence d'un véritable réseau national de sous-traitants capable de réduire ce fardeau financier».

Pour impliquer davantage les industriels locaux dans la sous-traitance et la fabrication de pièces de rechange, le ministère de l'Energie réunissait, dimanche, l'ensemble des acteurs du secteur. L'occasion pour Youcef Youssfi de dire que «la mise en œuvre du programme des énergies renouvelables n'aura de sens que si la majeure partie des équipements et des composants est fabriquée localement et que si les technologies sont maîtrisées dans des laboratoires algériens».

Et d'ajouter que son département favorisera «la mise en rela-

tion d'affaires des opérateurs nationaux privés et publics, autour de projets de fabrication d'équipements et de matériels nécessaires pour nos projets éligibles à l'intégration nationale».

Abondant dans le même sens, le P-dg de Sonatrach a expliqué que les activités de son groupe offraient en matière d'équipements industriels et de pièces de rechange «une opportunité réelle à la concrétisation de partenariats extrêmement avantageux pour les industriels et les investisseurs algériens mais aussi pour les détenteurs de licences et de brevets.

Ce partenariat constitue un levier décisif dans le lancement de l'initiative de la fabrication locale de la pièce de rechange dans l'objectif d'une intégration nationale bénéfique».

Des messages visiblement bien reçus par le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.

Mohamed Benmeradi, répondant aux requêtes des responsables du secteur, expliquait, en effet, que son département était prêt à envisager toutes les formes de partenariat pour accompagner les investissements dans le secteur de l'éner-

gie, indiquant que la sous-traitance industrielle était l'un des segments les plus ciblés.

Un partenariat qui, dit-il, passera inexorablement par le renforcement du réseau national de sous-traitance afin qu'il puisse, de manière progressive, se substituer à l'importation de pièces de rechange.

Une enveloppe de pas moins de 3,5 milliards de dollars est annuellement réservée à l'importation de ces biens. Une facture trop lourde et qui ne favorise pas l'émergence d'une industrie locale.

N. I.

MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA NATIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

21 000 milliards de dinars seront consacrés à la phase 2010/2014

Le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), premier du genre, a été adopté par les deux chambres du Parlement. Présenté hier par Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, le projet coûtera pour la tranche 2010-2014, 21 000 milliards de dinars. Il devra corriger au fur et à mesure de sa réalisation, jusqu'à l'année 2030, les résultats d'une urbanisation sauvage, d'un développement déséquilibré entre les régions du Nord et celles de l'intérieur et une utilisation excessive des ressources naturelles.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Pour l'Algérie de 2030, il faudra s'adapter aux exigences du futur et corriger les perceptions prévalues jusqu'à et dominées par le développement sectoriel», a déclaré hier Daho Ould Kablia à l'ouverture de la Conférence nationale sur le Schéma national

d'aménagement du territoire. Il faudra, toutefois, selon le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, mettre en place les instruments juridiques nécessaires pour la réalisation des objectifs fixés.

Pour sa part, Cherif Rahmani expliquera que chaque secteur aura son sché-

ma, pour l'échéance 2030.

Le schéma, selon le ministre, a trois échéances importantes qui se résument en la démographie urbaine avec l'arrivée de demandeurs d'emploi et de logement, l'échéance écologique et l'échéance économique.

Parmi les défis à relever pour l'ensemble des intervenants, la concentration des populations dans les grandes villes et métropoles. «Il faut donc anticiper et dégager des solutions», a souligné le ministre, précisant, par ailleurs, que les principales grandes villes se situeront dans les Hauts-Plateaux comme cela est le cas pour Batna, Biskra, Ouargla et Sétif. Cela alors que

la majeure partie des populations sera toujours concentrée dans la région côtière. Ainsi 436 km des 1 622 km de côtes sont déjà urbanisés, soit 30%.

Le ministre évoquera aussi l'émergence de 30 nouvelles grandes villes. D'où le problème de redéploiement des populations et des activités selon les données fournies par le Schéma. C'est ainsi que la wilaya de Tamanrasset est appelée à être la seule grande ville de l'extrême sud du pays.

Concernant l'échéance écologique, le ministre résumera la situation en déclarant que le droit d'utilisation des ressources naturelles a été largement outrepassé.

Le défi à l'horizon 2030,

c'est aussi la prévalence des risques majeurs, pris en considération dans le cadre du SNAT, selon le premier responsable du secteur de l'environnement. Il s'agit notamment des risques d'inondations, de séismes, des feux de forêt, de radioactivité et nucléaires et climatiques.

Concernant ce dernier point, le risque concerne une hausse de la température de 1,8 à 4 degrés et d'une diminution des précipitations.

Les risques concernent aussi la rupture des liens territoriaux et le décrochage par rapport aux pays développés, a, par ailleurs, précisé Chérif Rahmani.

F-Z. B.

**ELECTRICITÉ
D'ÉNERGIE
RENOUVELABLE
Sonelgaz
achètera
l'électricité
produite**

Le ministre de l'Energie et des Mines a affirmé qu'un projet de texte obligeant Sonelgaz d'acheter l'électricité d'origine renouvelable produite par des opérateurs nationaux tiers était à l'étude.

Les opérateurs nationaux qui s'engageront dans le renouvelable vendront leur électricité au prix du marché, la différence sera soutenue par l'Etat et reversée à Sonelgaz.

N. I.